

Édito – Incendies

La France sous les flammes : la faillite criminelle du néolibéralisme



Par Vincent Lucchese

31 juillet 2026 à 07h00

Mis à jour le 1er août 2026 à 07h10

Durée de lecture : 8 minutes

La France brûle, et nos dirigeants ne font qu'aggraver une situation qu'ils connaissent pourtant parfaitement. Sont-ils totalement irrationnels ? Non, répond cet éditorial, ils appliquent juste le dogme néolibéral qui nous entraîne dans l'abîme.

Nos dirigeants sont-ils devenus totalement irrationnels ? Sinon, comment expliquer

qu'ils s'acharnent à faire l'inverse de tout ce que les scientifiques recommandent ?

Pourquoi, alors que les rapports sur les catastrophes climatiques à venir s'empilent sur leurs bureaux depuis des décennies, font-ils tout pour ne pas nous protéger de ces cataclysmes ?

Si on leur fait crédit d'une certaine capacité de raisonnement, une autre hypothèse serait celle de l'aveuglement dogmatique. Ce que viennent souligner les canicules et incendies catastrophiques de l'été 2026, c'est l'échec patent du néolibéralisme que nos élites pratiquent assidûment.

Commençons par le constat. Les meilleurs climatologues du monde préviennent, via le Giec notamment, de la forte hausse des risques d'incendies, partout en Europe, liée au changement climatique. On sait que l'augmentation des canicules et sécheresses accroît fortement les risques de feux.

Une politique d'anti-adaptation

Pourtant, on ne cesse de planter et replanter des monocultures de résineux, plus rentables que de vraies forêts mais que l'on sait être ultra-inflammables.

Pourtant, l'Office national des forêts, chargé d'entretenir et protéger nos forêts, notamment contre les incendies, a perdu 40 % de ses effectifs entre 2000 et 2022, et le gouvernement ne cesse de menacer de nouvelles coupes dans les effectifs.

Pourtant, en 2024, le Premier ministre Gabriel Attal supprimait le budget qui aurait permis d'acheter deux Canadair supplémentaires.

Pourtant, sur les 16 nouveaux Canadair promis par Emmanuel Macron après les incendies dévastateurs de 2022, seuls 4 ont été commandés, et seront livrés avec beaucoup de retard.

Les Services départementaux d'incendie et de secours sont au bord de la rupture et les départements alertent en vain depuis des années sur le manque de moyens.

Le bilan est tout aussi accablant concernant les canicules. La France a déjà subi quatre vagues de chaleur extrême en 2026 ; les scientifiques alertent depuis des années sur la multiplication de ces événements, mais nous ne nous y sommes pas préparés.

En juin, le Haut Conseil pour le climat taclait sévèrement le retard de la France, par exemple dans l'isolation des bâtiments, et des budgets pour les politiques écologiques qui sont coupés drastiquement alors même qu'il faudrait les augmenter rapidement.

Encore plus surréaliste : le gouvernement agit pour aggraver notre vulnérabilité. En pleine canicule du mois de juin, nos dirigeants ont décidé de remettre sur le marché locatif les pires passoires thermiques, où étouffent les locataires les plus précaires. En pleine sécheresse extrême, la loi d'urgence agricole, surnommée « nouvelle loi Duplomb », prévoit d'augmenter l'accaparement de l'eau par l'agro-industrie.

La fuite en avant du néolibéralisme zombie

Pourquoi cet acharnement à foncer dans le mur ? « *Parce que nos dirigeants sont prisonniers d'un modèle* », répond l'économiste Cédric Durand, coauteur de *Comment bifurquer. Les principes de la planification écologique* (ed. Zones, 2024).

« *La France est coincée dans ce que l'on appelle le néolibéralisme zombie. La croyance qu'il faut toujours baisser le coût du capital, baisser le coût du travail, taxer moins, et que c'est ça qui va produire de la croissance et du PIB. On fait toujours ce pari alors que la période où cela pouvait fonctionner est révolue — si ça a fonctionné un jour* », dit-il.

Le terrible bilan politique énuméré ci-dessus répond à deux logiques propres au néolibéralisme : un affaiblissement massif des services publics et une foi inébranlable placée dans les vertus du marché, qu'il convient de déréguler autant que possible. Via ces politiques, la finalité de l'État est de permettre au capital d'accumuler toujours plus de richesse.

Au nom de l'austérité budgétaire, et du refus catégorique de taxer davantage le capital ou les plus hauts revenus, le gouvernement coupe les budgets publics partout où cela n'est pas jugé favorable au marché. Or, le changement climatique ne répond précisément pas aux logiques de marché.

« En Gironde, je suis sûr que les entreprises auraient aimé que l'État dépense plus pour l'achat de Canadair. C'est le paradoxe du capitalisme qui veut payer toujours moins de taxes mais réclame ensuite que l'État le protège », dit Cédric Durand.

Nous touchons là à ce que l'économiste marxiste James O'Connor appelait *« la seconde contradiction du capitalisme »*. Celui-ci, pour se développer, doit exploiter toujours plus les ressources naturelles et les écosystèmes, mais il détruit, ce faisant, ses propres conditions d'existence. Il en vient donc, autre contradiction, à appeler l'État à l'aide, ce dernier s'étant pourtant volontairement affaibli et ayant détruit ses services publics, au nom du soutien au capital.

« Accumuler très vite jusqu'à la catastrophe, et après moi le déluge »

Derrière la stratégie néolibérale, c'est le moteur fondamental du capitalisme qui est en jeu : il lui faut accumuler toujours plus de capital dans une course infernale et complètement irrationnelle.

« Cette tendance à élargir sans cesse les domaines d'accumulation du capital, et les sources de profit, par exemple à de nouvelles dimensions de la nature comme les gènes et les microorganismes, est vitale pour le capitalisme. Il meurt s'il arrête », souligne l'économiste Hélène Tordjman, autrice notamment de *La croissance verte contre la nature* (éd. La Découverte, 2021).

« Je m'interroge sur la vision de nos élites qui persèverent dans cette voie. C'est une rationalité de très court terme, qui vise à accumuler très vite jusqu'à la catastrophe, et après moi, le déluge », dit-elle.

Pour la chercheuse, l'hypothèse d'un aveuglement dogmatique de nos dirigeants n'est pas suffisant. L'accumulation des catastrophes ces dernières années est telle qu'elle aurait dû faire éclater n'importe quelles œillères idéologiques. Si l'on continue de foncer dans le mur, ce serait donc en toute connaissance de cause.

« On est dans une logique d'intérêt de classe bien comprise, d'une classe dominante qui s'est autonomisée, et qui assume que seuls les plus puissants et les plus forts pourront survivre et vivre dignement », dit Hélène Tordjman.

Le milliardaire étasunien Warren Buffet le disait déjà en 2006, dans une célèbre formule : *« Il y a une guerre des classes, c'est un fait. Mais c'est ma classe, la classe des riches, qui mène cette guerre et qui est en train de la gagner. »*

De guerre des classes à guerre contre l'ensemble du vivant

Rien de nouveau sous le soleil ? Sauf que la séculaire guerre des classes est devenue, dans l'Anthropocène, une guerre contre l'ensemble du vivant, qui ne menace plus seulement l'essentiel de la population

d'exploitation mais de destruction. En toute connaissance de cause.

« Si nous persistons dans cette voie, l'avenir de notre espèce est sombre », alertaient déjà plus de 1 000 scientifiques français dans une tribune en 2020, qui dénonçait « l'inconséquence et l'hypocrisie de politiques [...] promouvant un consumérisme débridé et un libéralisme économique inégalitaire et prédateur ».

Six ans plus tard, le pays est à sec tandis que l'on prévoit de multiplier les mégabassines pour l'agro-industrie, les forêts brûlent tandis que les pompiers épuisés sont en manque d'effectifs et les budgets des politiques environnementales fondent comme neige au soleil.

« Nous avons besoin de transformations structurelles, capables de penser au temps long que les mécanismes de marché sont incapables de prendre en compte », dit Cédric Durand. Pour y parvenir, l'économiste propose de nombreux outils de planification dans son ouvrage, à l'instar de nombreux penseurs des mondes postcapitalistes.

Reste à trouver le moyen d'opérer la bascule. Un prérequis semble être de savoir nommer les responsables. Lorsque nos dirigeants néolibéraux apportent sous un cynisme à peine voilé leur solidarité aux victimes des incendies, ils méritent plus que jamais leur étiquette de pompiers pyromanes.

Après cet article

Édito – Climat

La canicule est une violence politique

Incendies Idées